



Séance ordinaire du mardi 28 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-huit septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Mathilde BORNE, Michel CALVO, Brigitte DEVOISSELLE, Julie FRÊCHE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Nicole MARIN-KHOURY, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Célia SERRANO, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Emilie CABELLO, Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Lionel LOPEZ, Hervé MARTIN, Jean-Pierre RICO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN

Aménagement durable - Ville de Montpellier - Modification simplifiée n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Seul établissement public de santé de l'aire urbaine de Montpellier, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier est le 7^{ème} hôpital de France en termes de ressources humaines, d'activité de soins et de recherche.

Associé à la faculté de médecine de l'université de Montpellier et intégré au sein d'un environnement de structures de recherche publiques et d'entreprises innovantes, il forme un campus hospitalo-universitaire d'excellence.

Absents des plans de soutien à l'investissement « *Hôpital 2007* » et « *Hôpital 2012* », les bâtiments du CHU ont vieilli progressivement jusqu'à l'élaboration d'un premier schéma directeur immobilier, en 2013, programmant près d'1 milliard d'€ d'investissement sur plus de 20 ans.

Considérant l'aggravation des risques inondations lors des phénomènes méditerranéens, l'accentuation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes caniculaires et l'obsolescence et la vétusté progressives des locaux actuels, le CHU a engagé un travail de réflexion stratégique qui a conduit à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur immobilier, pour les deux décennies à venir, traduit dans le cadre de son « *livre blanc pour la modernisation et la transformation de notre hôpital universitaire* ».

Dans le cadre de ce vaste projet de restructuration et de modernisation, le CHU a organisé en 2019 un concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'opération dénommée « *Balmes 2* » sur l'emprise d'anciens pavillons de la Colombière appelés à être préalablement démolis.

Cette opération vise notamment à rapatrier à proximité du centre Antonin-Balmes les secteurs d'unités de soins de longue durée actuellement localisés à Bellevue, à créer une unité d'hospitalisation gériatrique renforcée ainsi qu'une unité cognitivo-comportementale. Ce projet intègre également le transfert de l'unité de soins palliatifs actuellement localisée dans le centre Paul-Lamarque ainsi que la création potentielle d'une unité d'hospitalisation tiroir indispensable pour pouvoir réaliser à terme les modernisations hôtelières des hôpitaux Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve.

Par ailleurs, le CHU envisage la création d'un bâtiment liant production de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI), laboratoires de recherche et développement, consultation et traitement des patients, en association avec des chercheurs montpelliérains et des partenaires privés. Projeté sur le site de la Colombière, à l'interface des activités de soins et de recherches cliniques, le CHU souhaite mettre en œuvre rapidement ce projet majeur pour le pôle d'excellence médical montpelliérain.

Le site de la Colombière se situe en zone 3U1-1ew du PLU de la Ville de Montpellier qui limite la hauteur des constructions à 15 mètres par rapport au terrain naturel. Or, cette disposition s'avère particulièrement contraignante pour ces deux types d'ouvrages, particulièrement en ce qui concerne le passage des réseaux techniques et l'édification d'édicules techniques en toiture rendus nécessaires par la réglementation européenne et française pour ce type d'activité.

Afin d'accompagner pleinement le CHU dans sa stratégie de modernisation et permettre la mise en œuvre opérationnelle de ces projets, il a été nécessaire d'engager une procédure de modification simplifiée du PLU de la Ville de Montpellier afin de porter, dans l'emprise de ces deux projets, la hauteur maximale des constructions à 21mètres.

Par délibération n°V2021-112 du Conseil municipal en date du 12 avril 2021, conformément à la charte de gouvernance du PLU, la Ville de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée, préalablement à sa notification aux personnes publiques associées et à l'autorité environnementale.

Par décision n°2021DK096 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 11 juin 2021, le projet de modification simplifiée a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application des dispositions de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme.

Par courrier en date du 11 mai 2021, la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée considérant la dimension stratégique de ces équipements pour le territoire. Par courrier en date du 18 mai 2021, le Conseil Départemental de l'Hérault a également émis un avis favorable.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition du projet de modification, de l'exposé de ses motifs et des avis émis par les personnes publiques associées, précisées par délibération n°M2021-138 du Conseil de Métropole en date du 29 mars 2021, ont été portées à la connaissance du public le 21 juin 2021 par voie de presse.

Dans ce cadre, le dossier de modification a été mis à disposition du public, du 1^{er} juillet au 31 août 2021, en Mairie de Montpellier, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur les sites internet de la Mairie de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole.

Aucune observation n'a été formulée dans les registres destinés à recevoir les observations, suggestions et remarques du public et mis à disposition en Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. De la même manière, aucune observation n'a été formulée par voie postale ou par voie électronique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le projet de modification simplifiée n°5 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Jean-Luc SAVY, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 08/10/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12 octobre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération PLU tamponnée.pdf
- Dossier PLU.pdf
- Annexe PLU.pdf
- Annexe1 PLU.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.